

le monde
libertaire
bibliothèque de documentation internationale contemporaine
UNIVERSITÉS DE PARIS
féderation anarchiste
fédérations anarchistes

le monde **libertaire**

Les médias face au non

une claque et... à la niche !



M 02137 - 1401 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Il n'y a qu'une seule manière de traiter avec les politiciens: la manière forte, que nous avons toujours employée... »

Buenaventura Durruti

hebdo n° 1401

du 2 au 8 juin 2005

Pop 2520

Sommaire



Il fait pas bon être **malade** quand tu es **étranger**, par P. Schindler, page 5

Au **lycée** on apprend aussi la lutte, page 6

Nice, les petites frappes racistes d'**extrême droite**, par Olivier, page 7

Un volatile **irascible**, par F. Ladrissé, page 8

Laïcité, une locution polysémique, par Simon, page 9

L'IFA fête les soixante ans de la FAI, page 11

Condamné pour les **fautes des parents**, page 12

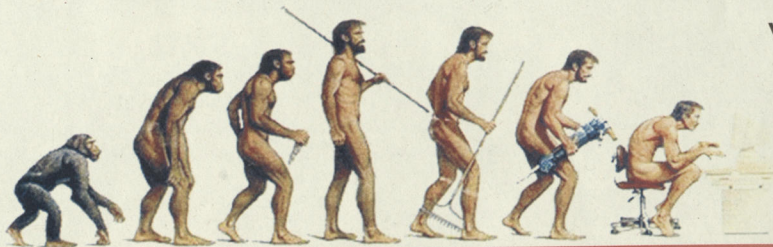
Vivons la **décroissance**, par Clément, page 14

Pute et «fière» de l'être, par E. Dehors, page 16

Vie du mouvement, page 22

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Le non l'a emporté, tous les états majors de l'extrême gauche à l'extrême droite se réjouissent de sa victoire. Est-ce une victoire, et pour qui? Depuis des semaines, voire des mois, la campagne pour le référendum a pris toute la place dans la vie politique. Porteur de tous les espoirs, le non, à quelques exceptions près, a occulté les luttes sociales, cela s'est traduit par exemple par le peu de participation aux manifestations du 1^{er} mai. Maintenant, les exploités de tous les pays d'Europe vont s'apercevoir que refuser un traité constitutionnel parce qu'il est une apologie de l'ultra libéralisme n'est pas suffisant pour améliorer leur situation sociale. Ce n'est pas la victoire du non qui empêchera des sociétés comme STMicroelectronics ou Metzler de délocaliser, ou Nestlé de fermer son usine de Saint-Mermet. Il faut bien se rendre à l'évidence, le fait de glisser un bulletin dans une urne n'a jamais bouleversé le rapport entre exploités et exploités, et cette fois encore, ceux qui ont répondu aux appels pressants des parlementarismes, vont se retrouver les dindons d'une farce qui se joue au dessus d'eux. Chacun va maintenant y aller de ses explications de ce refus, avec des causes souvent contradictoires, allant du souverainiste au rejet de la politique du gouvernement Raffarin, en passant par la volonté de construire une autre Europe. Concrètement, après un remaniement ministériel, quelques déclarations de bonnes intentions, des bouleversements dans les états-majors, la politique actuelle tendant à la libéralisation sans entraves des échanges et des services va continuer de plus belle. Les partis politiques qui ont été les artisans de ce refus vont maintenant essayer de concrétiser leur victoire en la monnayant contre quelques places dans les arcannes du pouvoir.

Nous avons échappé à ce projet de constitution, mais nous n'échappons pas au traité de Nice, entré en vigueur depuis le 1^{er} février, qui a instauré une Europe libérale, sans que l'on nous demande notre avis. Les directives, telle celle du sieur Bolkestein vont pouvoir refluer sans le frein d'une campagne électorale.

L'édification actuelle de l'Europe ne bénéficie qu'à quelques privilégiés, alors que notre pouvoir d'achat s'amenuise de mois en mois. Il est temps que tous ceux qui en ont ras le bol de n'être que des pions sur un échiquier qu'ils ne contrôlent pas, se lèvent et sortent clamer leur colère dans la rue. Si ce n'est pas la rue qui gouverne, ce n'est que par l'action directe que l'on peut espérer construire un autre futur.

Les chiens de garde, de retour queue basse à la niche



Fred

C'est donc non. Très clairement, non. Non à quoi, au fait? Officiellement, c'est non au projet de constitution. Ce serait non, aussi, pour certaines et certains, au plombier polonais, non au routier hongrois, non à la Turquie... non à l'Europe, tout simplement. Bien sûr ce non-là est, quoiqu'en pense l'intéressé, également un non à Chirac. Un non dont le socle serait le refus d'une politique de casse sociale, menée par Raffarin (au revoir monsieur, et à jamais) depuis maintenant trois ans. Et la chansonnette du non multiforme, pluriel (« il n'y a pas un non mais des non »: non?) et autres arguments dont la principale fonction est d'atténuer la portée du vote de dimanche, on n'a pas fini de l'entendre.

Quoi qu'il en soit, le résultat est là. Un résultat qui, logiquement, importe peu aux libertaires. On ne fera pas l'affront au lecteur de ressasser ici les raisons qui nous laissent craindre qu'après la victoire du non il ne se

passé: rien. Raffarin s'en retournera aux marais poitevins qu'il n'aurait jamais dû quitter? Quelle victoire, quand un Galouzeau de Villepin ne tardera pas à le remplacer! Chirac est définitivement carbonisé pour 2007? Excellente nouvelle, si ce n'est que, du même coup, Sarko voit sa mise en orbite avancée de deux ans. Hollande, poussé de l'épaule par Fabius, se retrouve sur la touche: un social libéral remplace un libéral social, hurra!

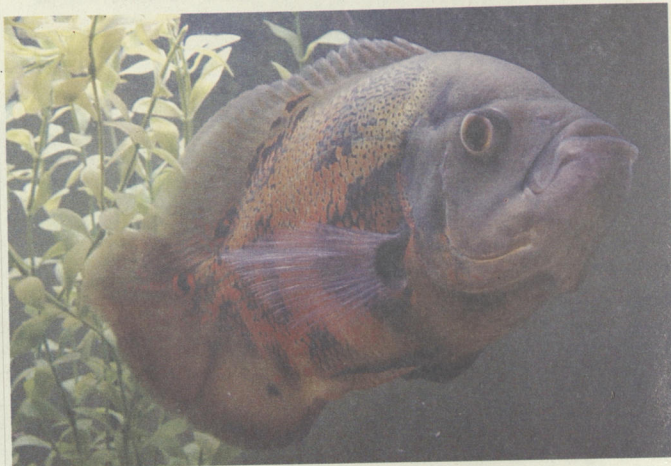
Et dans la vie, la vraie? Est-ce que des logements sociaux, à loyer supportable, vont émerger sous peu? A-t-on prévu une vague de régularisation massive, mettant un coup d'arrêt aux situations scandaleuses rencontrées par les sans-papiers? Va-t-on voir les entreprises indexer enfin les salaires sur leurs profits fumeux? Rien. Ce non-là ne changera évidemment rien à l'urgence dans laquelle nous sommes de lutter (devrais-je dire: de reprendre la lutte?) sur le terrain social.

Cependant on aurait tort de bouder tout à fait notre plaisir. Après six mois d'une propagande telle qu'on en a rarement connu, d'un pilonnage médiatique aussi intense qu'unanime, démonstration est faite qu'un électeur ça ne se manipule pas aussi facilement que ça. Rappelons-nous: dès l'origine, à quelques rares exceptions, tous les grands quotidiens et hebdomadaires nationaux, toutes les chaînes de télévision, les radios, tout ce qui compte dans le pays comme éditorialistes ou analystes politiques, ont d'emblée pris parti pour le oui. Chirac, à qui les ouiouistes reprochaient au début de l'année son silence, surinvestissait la campagne dès les premières menaces, alignant rien de moins que trois émissions télévisées en l'espace d'un mois et demi. Autant de temps de parole non comptabilisé, puisqu'il s'exprimait en tant que chef de l'État... Ce fut, aussi, l'envoi d'une « notice explicative » accompagnant le texte de la constitution, véritable profession de foi à peine maquillée. Ce fut enfin le rappel incessant des tourments et désastres nous attendant en cas de victoire du non. Bref, on fit donner les grandes orgues, pour le résultat qu'on sait.

C'est donc un réel plaisir de voir les Ockrent, les Julliard, les July, les Dubamel, les Field, les BHL (liste non-exhaustive: les 24 pages du journal ne suffiraient pas à recenser tous les chiens de garde, les clebs de la presse officielle ouiouiste ayant marché main dans la main avec la classe politique), recevoir ce soir la claque monumentale qu'on rêvait depuis longtemps de leur asséner. Sans les faire chavirer (il en faut tout de même davantage), cette baffé-là les fera tanguer, un moment. Car une des questions posées par ce référendum était celle de l'emprise médiatique (euphémisme) et de son efficacité, dès lors qu'il s'agit d'assurer le succès d'une option politique. Sur ce point, il faut croire que les mécanismes de la propagande moderne ne sont pas encore rodés. Cependant, la remise en question n'étant pas le fort de nos grands vizirs de l'information, il ne faut pas s'attendre à les voir s'interroger sur leur pratiques, ni sur ce qui a conduit l'électeur à, tout compte fait, ne pas porter foi à leurs délires millénaristes. Atteints de surdité aiguë, d'un complexe de supériorité proche de la pathologie grave, ils se feront discrets un temps mais ne tarderont pas à renouer avec leurs fâcheuses habitudes. Puisqu'on vous dit que c'est vous qui avez mal compris! Vous verrez, quand on revotera dans deux ans, on vous expliquera mieux et là, vous comprendrez... Ah, parce que vous ignoriez qu'on allait revoter? Sont-ils naïfs, ces électeurs.

Pour l'heure, contentons-nous de joies simples, comme celle que procure la vision de la meute journalistique rejoignant, queue basse, la niche. Mais surtout, maintenant que la farce référendaire est derrière nous, retournons aux fondamentaux: la lutte, la confrontation, l'action.

Fred milite au groupe Louise-Michel.



Godeamus

Bon, ça y est le non est passé. Est-ce que le mouvement social va renaître de ses cendres (tout de même incandescentes) et rebondir sur les problèmes quotidiens? Entre les forces politiques et les représentations syndicales, tout était en ombres chinoises. Faut-il décréter le grand soir pour la galerie ou pointer le doigt avec les grands frères sur 2007 et le « grand chambardement »? Pour ajouter de l'assaisonnement à la salade, toutes les tendances des accommodements avec le marché avaient donné dans la sébile des médias. Dans la plus pure tradition grande-bretonne (c'est-à-dire que le mouvement ouvrier désigne ses représentants aux élections) la une du Monde daté du 25 mai a été gravée dans le marbre: « L'appel des syndicats européens pour le oui. » Diable, se disait-on, la CES en ses organismes suprêmes et de manière unanime a suivi la démarche de Dany « der Gelbe » et tapé un coup sur la tronche des attardés qui ne

pensent qu'au niveau de leur entreprise. Götterdämmerung! Il n'y avait que les Italiens et un « chef » d'un syndicat allemand pour dire qu'il fallait être pour l'Europe.

Du côté français le Ran-Tan Plan successeur à Nicole Notat est le seul à regretter que le mouvement ouvrier français (ou du moins ce qu'il en reste) ne choisisse le camp du MEDEF. Les autres dans leurs diversités diverses ont ménagé les sensibilités de leurs adhérents en jouant les abonnés absents.

Sont-ils dans la lignée de la Charte d'Amiens ou font-ils juste le gros dos pour ménager d'éventuelles passerelles vers des salaires attractifs? Nous les verrons bien quand il faudra défendre la fiche de paye, les acquis sociaux. Pour un autre monde faut-il voir ailleurs?

Thierry (Groupe Pierre-Besnard)

Sanitaire et social

les malades étrangers en première ligne



HAUSSE DU FORFAIT HOSPITALIER, restrictions sur le 100 %, baisse du taux de remboursement de médicaments, réforme de l'AME. Autant de mesures qui visent les Français les plus défavorisés, mais en premier lieu, ce sont les personnes étrangères qui sont les plus fragilisées. Environ 200 individus se sont rassemblés le 11 mai 2005 devant la préfecture de Paris, à l'appel de plusieurs associations : ODSE, Gisti, Cimadé², Act Up Paris, Aides et autres sympathisants et des libertaires, afin d'exiger l'application immédiate de la loi sur la régularisation des étrangers pour raisons médicales : malades étrangers expulsés, malades étrangers assassinés.

Augmentation alarmante des refus de régularisation

Depuis la mise en application de la loi en 1998, la proportion de refus de permis de séjour accordés aux malades étrangers n'a cessé d'augmenter : en 2003, on en comptait 25 %, tandis que ce chiffre passait à 50 % en 2004. Ils sont exclusivement motivés par des avis médicaux défavorables prononcés, en général, par les médecins inspecteurs des préfectures, qui occultent les obstacles dus à l'accès aux soins pour les ressortissants des pays du Sud. En effet, en général, ils tablent sur leur « existence théorique » et se contentent souvent d'appeler les labos producteurs de traitements pour savoir où ils sont distribués, sans même prendre la peine de se renseigner sur l'existence de structures d'accueil et sur les tarifs pratiqués dans les pays d'origine des malades.

Au cours du 1^{er} trimestre 2005, le service médical de la préfecture de Paris a refusé le séjour pour soins à environ une trentaine de séropositifs et de malades du sida, originaires de pays où meurent chaque jour des milliers d'autres, faute d'antirétroviraux. Les étrangers atteints de pathologies moins « médiatiques », comme le diabète, l'asthme ou l'hypertension, se trouvent également touchés car elles impliquent des traitements lourds et un suivi médical conséquent. Or, dans la plupart des pays du Sud, aucune prise en charge médicale ne leur est accessible, mais cela ne semble pas être une raison suffisante pour pousser les médecins à leur autoriser un suivi en France.

La précarité et l'absence de soins comme conséquences des refus

Dès que les personnes étrangères se voient opposer un refus, elles perdent de fait immédiatement leur emploi, leurs allocations et leur statut administratif. Suivent ensuite les difficultés de logement et l'accès au soin. C'est ainsi que de nombreuses personnes, vivant parfois depuis plusieurs années dans l'Hexagone, se retrouvent du jour au lendemain réduites à survivre dans des conditions précaires et surtout incompatibles avec leur état de santé. Les étrangers qui ne souhaitent pas retourner dans leur pays d'origine se voient obligés de rester vivre leur quotidien dans la clandestinité, la peur et l'exclusion sociale.

De plus, le gouvernement, qui avait cédé à la pression des associations de malades en 2003, est dernièrement revenu à l'attaque, sur le dossier de la réforme de l'AME et remet en cause le principe d'un droit aux soins. Pourtant, l'administration de la CNAM³ s'y est opposée, estimant que « les projets de décrets limitatifs étaient un recul des exigences élémentaires de santé publique et de sécurité sanitaire ». De plus, selon les experts, ces mesures sont sans réelle portée économique, au même titre que celles, plus générales, de la hausse du forfait hospitalier, de la suppression du 100 % des soins postopératoires, ou de la baisse de taux de remboursement de médicaments.

Magouilles administratives, faux prétextes et mauvaise foi

Les autres préfectures ne sont pas en reste de pratiques illégales. Certaines délivrent des « autorisations provisoires de séjour » au lieu de la carte officielle mentionnant « vie privée et familiale », qui n'ont qu'une validité de quelques mois, autorisent rarement leur titulaire à travailler et n'ouvrent pas, par exemple, les droits à l'Allocation adulte handicapé. Ces

autorisations provisoires de séjour sont délivrées par le ministère de l'Intérieur aux malades étrangers qui ne peuvent justifier d'un an de présence en France, sous prétexte « de limiter la régularisation pour raisons médicales et qu'elle ne devienne pas trop attrayante » ! Les autorités les justifient également sous d'autres prétextes scandaleux : un prix de revient trop élevé et des problèmes techniques de fabrication ! Certaines préfectures ne donnent une réponse aux demandeurs qu'au bout d'un an, ou exigent des taxes de chancellerie allant jusqu'à 198 euros, quand les demandes ne sont pas...

égérées. Il est de plus en plus difficile d'obtenir en France un récépissé de demande de séjour, tandis que les délais d'instruction sont sans cesse rallongés.

Pour ce qui concerne les personnes accompagnant les malades, un article de loi devrait leur permettre d'obtenir une carte de séjour temporaire d'un an « lorsque l'état de santé de la personne nécessite la présence d'un proche ». En général, lorsqu'elles aboutissent, ces demandes n'autorisent que très rarement à travailler et ne permettent pas de percevoir des allocations non contributives. De fait, les personnes accompagnatrices n'ont d'autre choix que de rester sur le territoire français, pour soutenir un de leurs proches gravement malade, mais elles ne bénéficient alors d'aucune ressource et vivent bien souvent à la charge de ces derniers, accentuant encore leur précarité. Enfin, quand les préfectures délivrent des permis de séjour à des parents de malades, elles n'autorisent, en général, que l'un d'entre eux à séjourner provisoirement sur le territoire français. Une situation insupportable pour la plupart des familles concernées.

Patrick Schindler

Groupe-claaaash@federation-anarchiste.org

1. Aide médicale d'État.
2. Observatoire du droit à la santé des étrangers, Groupe d'information et de soutien des immigrés, Réseau d'accompagnement des migrants.
3. Caisse nationale d'assurance maladie.

Le mouvement lycéen

Les enseignements d'une lutte

LA JEUNESSE a de nouveau prouvé ses capacités de lutte et de résistance. Depuis le temps que les gouvernements successifs tentent de la mettre au pas et de l'abrutir, elle n'est toujours pas décidée à baisser les bras. Plusieurs mois de mobilisation sous des formes diverses : manifestations, blocages des lycées, occupation des rectorats ; la mise en place d'une coordination ; les liens interlycées, etc. Voilà autant de modes d'action dans lesquels nous nous retrouvons.

Pourtant, le mouvement n'a pas réussi à obtenir la victoire. Le chantage aux examens y est pour quelque chose, mais aussi la lassitude et le parti pris des médias, les violences policières. L'extrême fermeté et l'arrogance d'un gouvernement tout-puissant qui a fait jouer le temps et l'essoufflement sont aussi des raisons qui expliquent l'issue de ce mouvement de contestation globale.

Développer les solidarités est primordial

Les lycéennes et les lycéens ont manifesté contre la réforme Fillon mais ils étaient aussi présents lors de la manifestation unitaire du 10 mars. Ensuite, combien ont soutenu leur mouvement et comment ? Il y eut bien quelques manifestations verbales de soutien de la part de la FCPE, et d'autres, suite aux violences policières. Il y eut bien quelques profs pour venir lors des manifestations, certains apportaient leur soutien dans le blocage des lycées. Mais nous sommes encore loin des appels massifs à la grève ou à d'autres formes de soutien, en tout cas de positionnement clair et précis de la part des syndicats notamment.

Il faut dire que les syndicats (FIDL et UNL) ont laissé aux partis de gauche la tentation de prendre en main le mouvement en le détournant de ses objectifs, et surtout par rapport aux formes d'action choisies par les lycéennes et les lycéens. Ne les a-t-on pas vus pleurer sur les TPE et le bac (sans remettre en cause des inégalités existantes), organiser des référendums (tiens ! c'est devenu une mode) ?

Les lycéens ont dû rapidement essayer de se débarrasser de ces deux organisations, pas même utiles pour faire le lien entre les lycées.



Photo Daniel Maunoury

sur des groupes structurés (y compris des groupes politiques), ceux-ci ne devant pas décider des formes ni de l'arrêt du mouvement car c'est à ceux et celles qui luttent de se déterminer.

Une conscience politique à développer

Nous sommes pour l'auto-organisation des luttes, et celles-ci doivent pouvoir se fédérer ensemble dans un même mouvement émancipateur afin d'offrir une riposte globale face au pouvoir. Il faut développer une conscience claire des enjeux de société, de la lutte nécessaire contre le pouvoir étatique, économique et religieux.

Nous défendons une organisation basée sur les AG décisionnaires, avec des mandats révocables, des groupes de travail, des coordinations, des actions décidées et menées directement par celles et ceux qui sont concernés. En clair, développer l'action directe.

Nous sommes pour la libre fédération des individus et des collectifs, pour une organisation basée sur l'autonomie individuelle et collective, sur la solidarité, la prise de responsabilité individuelle, l'engagement conscient.

Critiquer les aberrations du système éducatif, mais aussi plus globalement de la société, ne suffit pas. Il faut construire sa réflexion et son action sur le refus des inégalités, pour la liberté contre l'endoctrinement idéologique.

C'est tout le système qu'il faut renverser. La lutte contre les inégalités à l'école ne doit pas occulter celles contre les inégalités sociales, contre la loi des riches, contre le rejet et l'exploitation des plus faibles.

Nous pensons que l'anarchisme social, la société gérée selon les principes du communisme libertaire, sont des éléments de réponse adéquate aux luttes en cours, à venir et aux perspectives de changement social.

C'est bel et bien une lutte révolutionnaire qui doit être engagée, et c'est à nous de lui donner toutes les chances de réussite.

Fred

groupe Proudhon FA, Besançon

Nice

Agressions racistes « identitaires »

Olivier

L'EXTRÊME DROITE a commis des agressions racistes à Nice la veille du 1^{er} mai. Contrairement au pseudo discours qui se voudrait « light » d'une Marine Le Pen, soi-disant choquée par les propos révisionnistes de Bruno Gollnisch, les Jeunesses identitaires (branche « jeunes » du Bloc identitaire, ex-Unité radicale – « enrichie » d'anciens des MNR et MNJ – dissoute après l'attentat du 14 juillet 2002 commis contre Chirac par l'un de ses membres, Maxime Brunerie) ne s'encombrent pas de telles manières. C'est une véritable « ratonnade » à laquelle ils se sont livrés à l'issue de l'une de leurs rencontres, agressant physiquement toute personne jugée trop « bronzée » par ces fanatiques de la peau « blanche ». Treize personnes ont été arrêtées « en possession de matraques télescopiques, de poings américains, de ceinturon en chaînes et du téléphone volé » à une victime sénégalaise selon l'AFP.

Véritables fascistes, ces « identitaires »... Les antifascistes du réseau No Pasaran! nous apprennent dans leur mensuel que « les Jeunesses identitaires, fondées le 18 septembre [2002] sont dirigées par Philippe Vardon, ancien responsable d'Unité radicale et responsable du MNJ [Mouvement national jeunesse du MNR (« républicain ») de Bruno Mégret] sur Nice et, à ses heures perdues, chanteur de Fraction [ex-Fraction Hexagone, ne pas confondre avec le groupe La Fraction], groupe de RIF [Rock identitaire français] dans lequel officie également Fabrice Robert ». Toujours selon No Pasaran, le mouvement identitaire comportait « un fort contingent de Niçois, Nice étant un lieu important de concentration d'anciens militants d'Unité radicale ». Un autre article de No Pasaran nous prévient que



« des liens avec la scène Bonehead (skinheads d'extrême droite), à travers les « JI », ont été noués au début de l'année [2003], au moins sur Paris ».

Des échauffourées ont eu lieu entre le Bloc identitaire et des antifascistes le 5 juin 2004 lors d'une diff de tracts homophobes en pleine « affaire » du mariage du couple homosexuel par le maire de Bègles Noël Mamère. La police – ça alors! – y arrêta les... militants antifascistes. Police, complice, comme le 14 novembre 2004 à Lyon. Le communiqué du Collectif antifasciste du 14 novembre 2004, rédigé ce jour, nous décrit très bien la situation.

« Suite à l'appel de l'organisation Bloc identitaire [...] à manifester ce jour place des Jacobins dans le centre-ville de Lyon dans le cadre d'une rencontre nationale, une coordination antifasciste s'est organisée pour empêcher ce rassemblement. Nous entendons, en effet, lutter contre le fascisme et ne pas lui laisser place publique comme tribune. [...] À 13 heures, environ 150 antifascistes ont pris position sur la place des Jacobins [...]. Une

confrontation s'est ensuivie. Les forces de police ont à ce moment repoussé violemment le cortège antifasciste. La police nationale a donc délibérément protégé un rassemblement de racistes et d'antisémites notoires. Une fois de plus nous nous attristons de cette collaboration entre les forces républicaines et des organisations fascistes. Dans cette confrontation, un de nos camarades a dû être hospitalisé suite à un coup porté à la tête par un manifestant du Bloc identitaire. [...] Une autre personne s'est fait brutalement interpellée par la police en civil. Sous la pression policière, notre rassemblement s'est dirigé place des Terreaux, et s'est dispersé dans le calme. Immobilisés, les fascistes ont pu, pendant une demi-heure, étaler leur discours de haine face à une population de passants médusés, hostiles et souvent solidaires de notre action. »

Adeptes d'« opérations coups de poing » et du changement de nom (« identitaire » remplace aussi le terme « nationaliste révolutionnaire »), ces fafs sont également partisans de la joute électorale, afin de « toucher l'argent reversé par l'État aux partis se présentant aux élections, et également de profiter de la tribune médiatique qui est offerte » (No Pasaran).

Un des modes d'action employés par ces brutes coprocéphales est le harcèlement des groupes musicaux antifascistes (comme l'a subi le groupe de rap Sniper) en semant l'agitation afin de faire interdire leurs concerts. La vigilance est donc de mise face à cette triste engeance. Les « identitaires » se sont aussi illustrés en 2004 en distribuant à des SDF une sorte de soupe populaire « gauloise ». « C'est un repas gaulois pour des Gaulois », assène Fabrice Robert (Le Parisien, 15 mai 2004).



Soupe, vous l'aurez compris, réservée aux fantasmés « Français de souche » (à déraciner urgemment!). « Ce sont les seuls qu'on laisse crever dehors, grogne [et ment] Odile Bonnevard, responsable de la section de Paris et assistante commerciale. Les étrangers ou les sans-papiers, eux, ils rentrent dans les foyers, ils ont tout pour eux. » [...] Fabrice Robert renchérit: « On veut défendre notre peuple. Il faut créer un réflexe communautaire. » Les identitaires, justement, veulent le développer. Grâce au travail militant, au lobbying et au tissu associatif. La soupe entre dans cette stratégie. Et le tri, ironisent-ils, se fait tout seul entre chrétiens et musulmans: « On sert du vrai cochon dans les plats, ça sélectionne. » (le Parisien, 15 mai 2004).

Notons en passant que Maurice Dantec, auteur de cybersoups, vient de s'abonner à la newsletter du Bloc identitaire. L'écrivain a adressé deux courriels au Bloc identitaire faisant état de son soutien à leur combat contre « la dissociation de la France, l'islamisation de l'Europe, la dissolution de l'Occident (le vrai) ». (Libération, 22 janvier 2004). Seule la psychiatrie pourrait tenter de comprendre pourquoi il s'est exilé au Canada, « par volonté de protéger ma famille des exactions de nos amis Les Chances-pour-la-France » (allusion à l'Immigration, une chance pour la France, un ouvrage de Bernard Stasi en 1984) » (le Monde, 22 janvier 2004). **D.**

Olivier milite au groupe Nada de Toulon.

Sources :

- « Treize interpellations après des agressions probablement racistes », AFP, 1^{er} mai 2005.
- « Jeunes identitaires et vieilles rengaines... », No Pasaran, janvier 2003.
- « Bloc Identitaire, le recyclage », No Pasaran, mai 2003.
- « Dantec, "Pour moi, Le Pen est un gauchiste" », Carole Duffrèchou, Libération, 22 janvier 2004.
- « Maurice G. Dantec, auteur de polars, s'affiche avec l'extrême droite », Piotr Smolar, le Monde, 22 janvier 2004.
- « Une soupe populaire servie par l'extrême droite », le Parisien, 15 mai 2004.
- « Contre l'extrême droite homophobe: solidarité avec les antifascistes inculpés! », Agence de presse (anar) A-infos, 10 juin 2004.
- Communiqué du Collectif antifasciste du 14 novembre 2004.

Quand l'autruche éternue...

Le devin

« Pas besoin d'être un prêtre de l'antiquité pour lire dans les entrailles du poulet. » Chevènement.

Chevènement et le vaudou : apparemment, ça marche.

Salaud

« Si on me dit que je suis un crétin qui n'a rien compris, ça me va. Mais un salaud ? » Philippe Val.

L'un n'excluant pas l'autre, concernant Philippe Val nous retiendrons les deux.

Péril jaune, le retour

« Seule l'Europe unie et rassemblée peut résister à la Chine. »

Raffarin.

Bon bin pour le coup, on est mal... Préparons-nous à voir, d'ici huit à quinze jours, les hordes mongoles défilant sur les Champs Élysées.

Un sage

« Le conseil constitutionnel doit être insoupçonnable et intouchable. » Roland Dumas.

En matière de soupçon, Dumas le bien chaussé sait de quoi il parle.

Dany le jaune

« En 68 l'extrême gauche me traitait de petit bourgeois réformiste, alors que j'étais un centriste radical. » Cohn-Bendit.

Certes, la nuance est de taille, et méritait d'être précisée. Pour ce qui est du « radicalisme centriste », on aimerait que Dany-le bleu-blanc-rouge nous en apprenne davantage.

De plomb

« Nice permet de réaliser l'élargissement, mais pas de le réussir. »

Moscovici.

C'est plus de la langue de bois, c'est de la langue de plomb... En français correct, quand on rate ce qu'on entreprend, on appelle ça se planter.

Total respect

« Ma femme, qui est quelqu'un d'éminemment respectable, mérite aussi d'être respectée. » Sarkozy.

Je dirais même plus: Cécilia mérite largement tout le respect qu'on lui doit, et même davantage. Même si elle couche à donf.

Changer tout

« Il faut tout changer, notre façon de faire de la politique, et le Code du travail. » Sarkozy.

Mais oui Nicolas, tout changer, on est bien d'accord... Sinon ça va, ta femme?

Mourir pour le Bas-Berry

« Si les paysans s'imaginent qu'on va mourir pour eux, il se fourrent le doigt dans l'œil. » Un député européen, UMP.

Cet anonyme dont le courage n'a d'égal que l'ardeur, parions qu'il est l'heureux élu d'une région agricole. Dans sa circonscription il râle contre Bruxelles, et lorsqu'il siège à Strasbourg il crache à la gueule de ces culs terreux d'administrés. C'est beau, la représentation...

Frédo Ladrisse

(Sources: Europe 1, l'Express, l'Humanité, Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

La laïcité n'est pas l'athéisme

L'histoire de la « laïcité à la française » est longue, tumultueuse et, à vrai dire, plutôt compliquée. Le terme même de laïcité, porté en étendard par les défenseurs de la République, est polysémique et relève aujourd'hui, bien plus qu'il y a un siècle, de sens très différents.

Simon

CHACUN PEUT aujourd'hui s'en prévaloir à l'appui de ses propres arguments et conceptions, aussi différents soient-ils. Il est pourtant nécessaire de savoir de quoi l'on parle et ce que l'on défend lorsqu'on brandit la notion de laïcité. Petit retour sur un grand concept.

Un peu d'histoire

On peut considérer que le concept (et non son appellation, le mot français « laïcité » n'apparaissant que tardivement, vers la fin du XIX^e siècle, et étant encore considéré comme un néologisme plusieurs années après la fameuse loi de 1905) tire son origine de la révolution française (sans majuscules, parce que, encore une fois, on y a tout changé pour que rien ne change) de 1789. Réaction au pouvoir absolu et despotique des souverains de France, la révolution, nourrie de multiples inspirations philosophiques, a sévèrement condamné l'imposition par l'autorité d'une croyance officielle. L'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) du 26 août 1789 pose que « nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ». Il s'agit là d'une première (grosse pierre dans la mare de la religion d'État. Toutefois, si les révolutionnaires étaient des libéraux, parfois anticléricaux, ils étaient loin d'être tous des non-croyants. Avec la DDHC, c'est la liberté de croire ce que bon nous semble qui est instituée, liberté limitée par le texte à tout ce qui ne troublerait pas l'ordre public. C'est bien sûr la porte ouverte à tous les abus – on sait à quel point il est facile de



prétenter une atteinte à l'ordre public pour faire interdire une activité – mais c'est aussi un premier pas vers une certaine conception de la laïcité à la française, une conception qui exclut de l'espace public toute expression de la religion.

Durant la révolution française, les hébertistes, un temps aux commandes avant de perdre la tête, avaient impulsé un grand mouvement athée qui avait abouti à la reconversion de nombreuses églises et cathédrales en lieux à vocation autre, souvent dédiés à la révolution française. En réaction à ce mouvement, Robespierre a plaidé la cause de la divinité. Nourri de la philosophie de Rousseau, il ne pouvait envisager de société sans dieu. Anticlérical, il voyait dans l'organisation et l'encadrement des cultes existants le réel problème religieux, mais refusait une société d'où le divin aurait disparu. Le 18 floréal, an II (7 mai 1794), il fit proclamer un décret affirmant : « Le peuple français reconnaît l'existence de l'Être suprême et de l'immortalité de l'âme. » Et, d'un coup d'un seul, on était passé de la liberté de croyance à une nouvelle religion d'État, un théisme inspiré de rousseauisme et, surtout, de beaucoup de révolution française. Car dans la première grande cérémonie pour l'Être suprême, orchestrée par David, le 20 prairial, an II (8 juin 1794), c'est tout autant la révolution française, la justice, la vertu et les valeurs de la République qu'on adorait, qu'un dieu sans clergé et sans âme. Ce triomphe de Robespierre fut aussi sa perte, puisque la Convention, voyant d'un mauvais œil l'ascension du nouveau pontife, complota pour lui faire perdre la tête à son tour.

Simon milite aux groupes Juillet 36 et Louise-Michel de la FA.

L'intérêt général ou la religion d'État

On a, avec la fête de l'Être suprême, la première conception d'une forme de laïcité à la française, celle d'une religion dont le dieu est l'État et où les autres croyances sont tolérées, mais demeurent de l'ordre de l'opinion privée. La conception rousseauiste de la religion et de l'État, exprimée notamment dans l'*Émile*, est celle d'une stricte séparation, séparation qui fait même figure d'exclusion. En effet, selon « Jean-Jacques », si la religion est nécessaire à l'équilibre humain, toute conviction ou appartenance religieuse ou communautaire doit être tenue à l'écart de la sphère publique, sphère de l'État, de la raison et de l'intérêt général.

Dans cette sphère ne doivent évoluer que des citoyens purement abstraits, c'est-à-dire sortis de leurs appartenances qui embrument leur raison et les empêchent d'accéder à l'intérêt général.

La conception de la citoyenneté qui a cours en France aujourd'hui, puisant largement dans les racines révolutionnaires de nos régimes politiques, eux-mêmes imprégnés de la pensée de Rousseau, est celle-là : le citoyen est celui qui, s'extrayant de sa communauté (au sens géographique, historique, linguistique ou culturel), de ses origines et de ses croyances, renonce à toute identité dans la sphère publique afin d'y être en mesure d'exercer sa souveraineté dans le sacro-saint « intérêt général » (qui implique donc l'ex-

clusion des intérêts particuliers). La notion de laïcité s'est construite autour de cette conception de la citoyenneté, tout en gardant en son centre le « vrai » garant de l'intérêt général et de l'émancipation universelle : l'État.

Les paradoxes de la laïcité

Dès la révolution, l'État a en effet été vu comme le seul instrument d'émancipation, espace dans lequel le citoyen trouvait son essence en oubliant son origine.

Conséquence de cette conception, plusieurs années plus tard : l'école obligatoire, gratuite et laïque. Pour former le bon citoyen, serviteur, via l'État, de l'intérêt général, seule une éducation mise en place et supervisée par l'État pouvait émanciper l'écolier ; l'éducation civique a alors remplacé l'éducation religieuse, définitivement cantonnée à la sphère privée. Les grandes lois laïques n'ont jamais eu pour objectif de faire disparaître la religion, mais bien de la cantonner hors de l'espace public, lieu de l'exercice de la raison (... d'État).

La loi de 1905, dite de séparation de l'Église et de l'État, était en fait une loi de privatisation du culte, destinée à faire sortir les religions principales (concordataires) du giron (et des finances) de l'État émancipateur. Il a alors été posé le principe affirmant que l'État ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte, ce qui signifie qu'il les ignore et les laisse exister par eux-mêmes. Toutefois, la même loi affirme également, à côté de la liberté de conscience, que l'État garantit le

libre exercice des cultes. L'État rationaliste s'est engagé là où il ne s'était que rarement engagé, c'est-à-dire à garantir une liberté, et non simplement se contenter de l'affirmer (le droit de réunion publique n'était, par exemple, pas garanti par l'État).

La suite de l'histoire du concept de laïcité renforce cette impression de flou né du va-et-vient constant entre une volonté libérale d'assurer la liberté de croyance et d'exercice du culte (une « laïcité neutralité ») et un souci républicain d'exclure toute religion, toute croyance et tout attachement « communautaire » de la sphère étatique (une « laïcité exclusion »). Aujourd'hui, la conception de la sphère publique comme lieu où les appartenances communautaires n'ont pas leur place est fortement ancrée dans les mentalités laïques françaises.

Le vote de la loi sur les signes religieux à l'école l'an passé a montré que c'est bien le versant « laïcité exclusion » qui domine aujourd'hui, dans la classe politique tout au moins.

Cette position peut étonner, car si l'État est bien le lieu de l'émancipation, neutre et rationnel, alors il est illogique d'exclure de l'école de la République des aspirants citoyens qui rejoindraient alors les écoles religieuses, dont la mission n'est pas d'émanciper. Si l'école est réellement un moyen d'émancipation de l'individu et du citoyen, alors ne faudrait-il pas encourager les personnes les plus enfermées dans leur croyance et leur communauté à y accéder en priorité ?

Il s'agit là d'un des nombreux paradoxes soulevés par les conceptions françaises de citoyenneté et de laïcité, paradoxe qui tient beaucoup aux multiples représentations que renferment ces concepts. Autre paradoxe, et non des moindres : l'attachement farouche de certains tenants de l'anarchisme à la laïcité à la française

Paradoxe, car notre République laïque, c'est essentiellement un État qui s'est institué comme le seul dieu.

Hors de l'État, point de salut, point d'émancipation hors d'une sphère publique entièrement et totalement étatique. Or la laïcité n'est pas la fin de la religion, puisqu'elle la laisse demeurer, confinée dans une sphère privée où, finalement, il fait parfois bon se retrouver tant la position de citoyen abstrait dans l'État peut apparaître comme une posture à la fois exigeante et abstraite.

Revendiquer l'absence d'une religion d'État est bien légitime pour qui se veut libéral. Prôner l'État comme religion est déjà plus discutable.

Ce n'est donc pas un État laïque qu'il nous faudrait revendiquer, mais un État athée, qui n'aurait plus le monopole de la fonction émancipatrice. Toute religion clame qu'elle apportera la lumière et le salut à ses fidèles. Mais on sait que l'émancipation de l'individu ne sera le fait que de l'individu lui-même. **S.**



Rencontre de l'Internationale des fédérations anarchistes

Soixante ans de la Fédération anarchiste italienne



LES 14 ET 15 MAI DERNIER, dans les locaux du groupe Germinal de la Fédération anarchiste italienne à Carrare, se tenait la rencontre bis-annuelle de l'Internationale des fédérations anarchistes.

C'est dans un imposant bâtiment (investi par les anarchistes de Carrare depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale) sur lequel flotte un drapeau rouge et noir que se sont réunis des anarchistes de nombreux pays: France, Espagne, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne, Biélorussie, Argentine, Brésil, etc., afin de discuter leurs activités politiques et développer la dimension internationale de nos luttes.

Bilan d'une tournée de conférence réussie en République tchèque et en Slovaquie, message de l'ADA (Russie), actualités du site Internet de l'IFA et du magazine, projet de tee-shirts, journée en préparation d'action internationale contre la guerre, discussion autour du contre-G8 à Edimbourg, de l'antimilitarisme, de la décroissance... Les réunions furent bien remplies...

La convivialité et la bonne humeur étaient également au rendez-vous, permettant à chacun de rencontrer des militants anarchistes d'autres pays. Nous avons également profité de cette rencontre pour fêter le 60^e anniversaire de la FA italienne.

1945-2005 : soixante ans de luttes sociales, anticapitalistes, de mobilisations contre la guerre, contre toutes les frontières, contre toutes les religions, contre le fascisme, contre la précarité, de combats pour l'autoges-

tion, l'égalité, la liberté, l'écologie, etc. Soixante ans de luttes pour l'anarchisme!

Les délégations étrangères y sont elles aussi allées de leurs petites déclarations, très bien accueillies par le public. Notre mandaté aux Relations internationales a choisi d'aborder la question des femmes et de l'anarchaféminisme, dont elle a su mettre en avant la dimension internationale, au-delà de la diversité des réalités à travers le monde.

Ce week-end s'est terminé au son de « Vive l'anarchie », clamé dans toutes les langues, et a été un moment de rencontre indispensable au développement de nos liens internationaux.

L'Internationale des fédérations anarchistes vous donne rendez-vous sur son site Internet, où vous pourrez bientôt consulter et imprimer librement son magazine, disponible dans plusieurs langues, et vous invite tous et toutes à préparer activement la prochaine journée d'action internationale contre la guerre.

L'IFA lance une journée d'action inter-

nationale des anarchistes contre toutes les guerres et toutes les armées, sous forme d'actions et de manifestations coordonnées. Des affiches, des autocollants et un texte d'appel sont en préparation. D'ici là, n'hésitez pas à rejoindre la Fédération anarchiste britannique lors de la manifestation contre le G8 qui aura lieu à Edimbourg, le 2 juillet prochain et à découvrir prochainement le numéro spécial de leur publication *Organize!* sur les luttes internationales et la mobilisation contre le G8.

Sophie

FA Chambéry, Relations internationales
Site de l'IFA: www.iaf-ifa.org





Mon papa et ma maman sont en prison...

DÉBUT OCTOBRE 2004, ma vie de p'tit gars du Sud-Ouest bascule : une centaine de cow-boys investissent la maison où je vis avec mes parents. Ma grande copine (la voisine) vit le même effarement. Les chiens ont été endormis, les canards sont affolés : nos parents sont menottés... Toute la presse en a parlé. Je suis fils de... « terroristes ». Je passe un bon bout de temps au commissariat avec ma maman et je dors une première nuit dans le centre départemental de l'Enfance où les gens ont été très accueillants. Mais moi j'veux retourner à la maison, c'est ce que j'ai dit au juge pour enfants qui a discuté avec moi. Visiblement, j'ai pas été entendu : toute d'façon, personne n'explique rien. Y faut que j' demande à maman.

En moins de 48 heures, ma vie a basculé. Des hommes et des femmes (mes grands-parents) viennent me chercher. Le juge pour enfants m'a confié à mon grand-père paternel (un vrai pote maintenant). Il est comme on dit : « tiers digne de confiance »... Et voilà, j' suis parti, sans papiers, sous une autre identité – il paraît que c'est la vraie – à la rencontre d'un nouveau pays, d'une nouvelle famille, d'une nouvelle école. Ma mère a eu juste le temps de mettre mes petits amis, quelques jouets, dans un sac. Même mon argent de poche est parti dans les coffres-forts de la justice... L'argent de la cantine n'a pas été donné à mon ancienne école... Une page arrachée par d'autres, les grands, sans que ma vie à moi ait été une seconde prise en compte. Ma copine, elle a vécu les mêmes instants. Maintenant, elle vit chez sa grand-mère, et ses parents ont été en prison pour avoir loué une maison... Sans s'inquiéter de quoi que ce soit comme tous les proprios quoi!... Pourtant, on était bien ensemble!

J'ai toujours pas pu discuter, voire engueuler mes vieux ou pleurer avec eux... Par contre, j'ai eu huit parloirs avec maman : en tout cinq heures et demie, et neuf parloirs avec papa : six heures et demie. J'commence à compter les heures, j'étais en CE2 avant cette histoire, et c'est au programme. Et puis j'ai amélioré mes leçons de géographie. J'ai cavallé à Moulins (là, il fallait s'élever à quatre heures du mat), Bordeaux, Nantes, Toulouse. Comme j'suis bon en math, j'ai calculé que depuis octobre que j'ai vu mon papa et ma maman quarante cinq minutes en moyenne par mois.¹ Et j'vous dis pas c'que c'est un parloir. Une ou deux journées de route : des fois j'reste sur place pour voir mes vieux. Heureusement y'a les copains de Bonaventure qui m'aident et m'accueillent dans leur maison. Y sont sympas, mais c'est pas eux que je viens voir. Des heures d'attente. Des grilles (ça c'est normal en prison mais ça fait bizarre). Pas de jouets, pas assez de sièges pour attendre, pas de papier ou de feutre pour dessiner. Pas moyen de partager des gâteaux, des

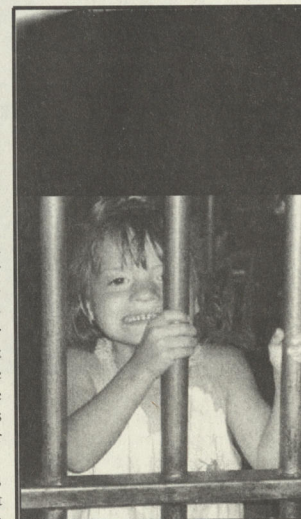


bonbons avec mes parents. Le temps que j'm'habitue... hop, ça sonne. Maintenant je guette même la voix qui annonce : plus que trois minutes!

Au début ils étaient pas dans la même prison, maintenant cela va mieux. Ils sont à deux mètres l'un de l'autre mais j'ai toujours pas eu le droit de les voir ensemble. Comme c'est des « terroristes », ils pourraient fomenter quelque chose au lieu de m'embrasser. C'est ce que je pense, que pense la police. Pour tout avouer, j'ai pas osé leur demander. Vous croyez vous que mes parents prendraient l'risque de plus me voir? On voit bien qu'ils savent pas c'que c'est de n'pas se voir. On trouve le temps long sur la route ; des fois, on a envie et en même temps pas envie d'aller parler avec ses parents.

Reprenons, dans le pays des Droits de l'homme, dont les lois disent que les parents prisonniers sont toujours les responsables légaux de leurs enfants. Au bout de huit mois j'ai toujours pas eu d'explications franches avec mon papa et ma maman. Et j'sais qu'ils l'ont demandé, même si parfois ça les embête de d'mander quelque chose au directeur ou au juge. Tiens, une fois avec Dada? j'ai même pas pu voir mon papa. La veille j'avais vu ma maman mais la dame qui garde les parloirs a dit à Dada qu'il fallait que j'aie des papiers : c'est quoi des papiers? Moi j'sais bien que mon papa c'est mon papa. Eh bien, pendant que Dada allait le voir, moi j'attendais sur le parking! Bon, ça a ronflé... Le téléphone qui sonnait... Les avocats qui râlaient... mon grand-père qui paniquait... Je continue d'aller aux parloirs... Mais j'ai toujours pas d'papiers... j'passe la frontière the finger in the nose... Jusqu'au jour où on m'arrêtera... mais là, plus d'problème, je connais les cow-boys de l'anti-terrorisme... Les p'tits keufs d'Hendaye n'ont qu'à bien se tenir.

J'ai vu à la télé qu'y avaient des familles de « sans-papiers » qu'avaient tellement peur d'être arrêtées qu'elle n'envoyait plus leurs enfants à l'école. C'est normal, maintenant les keufs rentrent comme ils veulent dans les classes : même les dirchs y disent rien! Y'a une p'tite fille africaine qui a passé plusieurs jours dans un hôtel d'une zone de transit toute seule sans sa maman parce qu'elle aussi elle avait des faux papiers. Moi, cela n'a duré que 48 heures, mais elle, elle a dû trouver le temps long. Et elle n'avait que cinq ans! Les enfants qui sont avec moi dans les salles d'attente de la prison eux aussi ils s'ennuient quand ils vont voir leur papa ou leur maman. Après tout, on n'a



rien fait : on aime juste nos parents!

Pas un jouet, pas un livre : il y a même des bébés. Un jour, à la fin d'un parloir, il y en a eu un qui n'arrêtait pas de pleurer quand la gardienne est venue chercher sa maman. Eh bien, sa maman, elle n'a pas pu le consoler : elle devait avoir quelque chose d'urgent à finir pour ne pas qu'on la laisse le rassurer!

Au début, c'était dur, à chaque fois j'étais malade quand je sortais de la prison. Si au moins j'étais sûr que lorsque je viens cela se passe bien... Juste un peu de temps, une salle sans muret de séparation, quelques jouets (mon papa il m'a appris à jouer aux échecs). Parce que c'est dur de parler quand on a fait autant de route, quand on attend dans des salles froides (pas un poster, même pas ceux sur « Entrez dans la police ») Quand on s'ennuie, on peut les lire même s'ils ne sont pas folichons.

Il y a une association qui s'appelle « Relais enfants-parents » qui aide à obtenir pour les familles qui le demandent des parloirs où on peut bouger, jouer avec son papa ou sa maman. Moi, j'en ai jamais eu. Va savoir... C'est l'directeur qui décide. Tiens, en vous racontant mon histoire, j'ai un doute. Est-ce qu'il ne se serait pas disputé avec mes vieux? Mes vieux, des fois, y sont pas commodes. Tonton Jean-Marc (c'est le mari de Dada) y dit que quand c'est pas interdit par la loi c'est donc autorisé. Alors si c'est pas interdit par la loi, si la loi elle dit bien que les parents en prison sont toujours des parents : pourquoi moi j'ai plus d'parents depuis huit mois? Parce que, en fait, j'ai plus d'parents à partir du moment où l'Administration pénitentiaire ne leur permet pas d'assurer leur rôle : je deviens quoi? À qui je peux parler, dire mon chagrin... Mes tontons et tatas sont bien gentils, mais c'est pas pareil! Je savais pas que la prison punissait également les proches, j'crois qu'on n'avait pas le droit de punir des innocents, que cela appartenait qu'aux livres d'histoire.

Alors, m'sieur le directeur, juste un petit pas... Vers l'application des droits pour les enfants... Je n'ose même pas demander d'manger une fois avec ma maman. Ce sera pour une aut' fois... dans un autre temps... où les enfants ne seront pas punis à cause de leurs parents.

Un p'tit gars qu'a toujours pas ses papiers

1. Les prisons sont autonomes sur l'organisation des parloirs. La première, une heure. La seconde, 45 minutes... Des fois, il y a des parloirs doubles ; là, cela durait 1 h 30. Pour la dernière, c'est simple, un parloir = 30 minutes, pile poil (pas de rab). Et, pour les parloirs doubles, il faut ressortir au bout de la première demi-heure et revenir pour la seconde demi-heure : bonjour la convivialité!

2. Dada, c'est la dame qui vit à Oléron et qui m'a inscrit à Bonaventure. Bien qu'elle râle et m'oblige un peu trop à me laver les cheveux, j'crois qu'on s'entend bien! D'ailleurs j'en profite un max : elle marche pas... elle court!



Décroissance

et anarchie



Clément

DEPUIS QUELQUE TEMPS, le concept de « décroissance » fait couler beaucoup d'encre... On l'entend dans toutes les bouches et à toutes les sauces, y compris chez les anarchistes où la parution de la brochure *Décroissance* ! semble avoir créé une certaine dynamique. Il n'est évidemment pas question, ici, de s'interroger sur la nécessité de décroître; le bilan écologique catastrophique de la politique capitaliste parle de lui-même! La question que je voudrais soulever est sur toutes les lèvres: que veut dire, concrètement, « mettre en pratique » – ici et maintenant – la décroissance?

À cette question, on entend trop souvent répondre qu'il suffit de moins consommer; on fait même l'éloge de la pauvreté et de la simplicité volontaire. Bien. Mais, si remettre en cause notre mode de consommation est un premier pas, se focaliser sur cet aspect peut avoir des conséquences très néfastes sur notre compréhension de la décroissance!

En effet, tout le monde peut noter les incroyables dépenses d'énergie de nos sociétés modernes (surproduction, gaspillage, suremballages, fin des ressources naturelles, etc.). Mais est-on obligé de retourner à l'âge des cavernes pour vivre une société de décroissance? La très grande majorité des gens n'aspire-t-elle pas à vivre avec un minimum de confort? est-ce blâmable?

En fait, le problème de la décroissance ne

se résout pas simplement par une plus faible consommation: il ne sert à rien d'acheter moins si nos revendications s'arrêtent là – quel intérêt de n'avoir qu'une seule paire de chaussures, si ces chaussures ont été fabriquées au bout du monde par des enfants et qu'on les achète dans des grandes surfaces? Est-ce de la décroissance? Absolument pas! Il y a tout un fonctionnement économique et politique derrière... Le vrai problème de la décroissance, c'est le capitalisme! Ainsi, se focaliser sur la consommation sans s'interroger sur la production (sa provenance, qui la fabrique? comment? dans quelles conditions? etc.), c'est ne pas vraiment remettre en cause le mode de fonctionnement capitaliste (production-distribution-consommation); cela revient à accepter une nécessité (ou une fatalité) derrière cela... La perversité nocive de ce système est d'avoir réussi à mettre en place – au travers de contradictions fantastiques – des contraintes qui assurent sa pérennité: il s'appuie sur des actes de consommation de masse qu'il tente de rendre nécessaires pour la survie de chacun. Cette consommation, aussi faible soit-elle, est aussi la meilleure garantie de survie du système. En effet, on aura beau crier au loup, cracher à la gueule du Medef et des gouvernants, le système trouvera toujours le moyen de se maintenir et de maintenir son cortège de pollutions, de misères et d'exploitations tant que notre implication dans son fonctionnement ne

Clément milite au groupe Louise-Michel.

De la victime à la travailleuse du sexe

J'emploierai au long de ce texte le terme prostitué.e car il permet de regrouper sous un même vocable la prostitution féminine et masculine, la seconde étant très largement passé sous silence.

L'En Dehors



Clovis Trouille, *Naguère ou le 106 n'est pas consigné à la troupe*, détail.

L'ARTICLE de Marie-Victoire Louis, paru dans le *Monde libertaire*, n° 1397, intitulé « Elle est libre » présente une conception victimiste de la prostitution. Cette conception s'oppose à une analyse anarchiste des phénomènes sociaux dont le principe moteur est l'auto-organisation et la prise en main par les exploité.e.s de leurs propres affaires. Les anarchistes se sont toujours opposés à toute conception avant-gardiste qui consiste à parler « au nom de », pour se référer en permanence au principe fondateur de la 1^{re} Internationale: « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

La position exprimée par Marie-Victoire Louis est bien caractéristique du courant abolitionniste qui parle sans cesse au nom des prostituées et leur refuse le droit de s'organiser librement. Ce n'est pas la seule option envisagée par les féministes sur la question de la prostitution. D'autres alternatives existent, issues des luttes des prostituées pour améliorer leur condition et sortir du statut de stigmatisées, c'est la perspective ouverte par celles qui se nomment les « travailleuses du sexe ».

Dans ce texte je me limiterai volontairement à la prostitution féminine bien que la prostitution masculine soit devenue un phénomène important et négligé par les abolitionnistes puisqu'il ne concorde guère avec leur analyse mais cette extension aurait nécessité une étude beaucoup plus longue qu'il n'est possible de mener ici.

L'abolitionnisme teinté de prohibitionnisme

M.-V. Louis, chercheuse au CNRS développe dans ses divers écrits plusieurs arguments :

- La prostitution est le paradigme de l'oppression des femmes, le corps n'est pas une marchandise.

- Elle combat toute forme de réglementation car « la défense la plus élémentaire des droits de la personne ne légitime pas pour autant le droit des femmes à la prostitution ».

- La vente d'un « service sexuel » est comparée à la vente d'organe.

- Dans le système prostitutionnel, défini comme la rencontre des prostituées, des proxénètes et des clients, les femmes sont exploitées et réduites à l'état de marchandises et de victimes par les hommes.

- Dans la mesure où le corps n'est pas une marchandise, le sexe lui-même ne doit pas être l'objet d'un marché. Entre le client et la prostituée, il n'y a pas de contrat mais seulement de l'exploitation. Les prostituées ne font jamais de libre choix lorsqu'elles se livrent à la prostitution.

- Elle considère que les courants de pensée « familialistes » d'obédience religieuse et opposés au droit à l'IVG, à la contraception et à la libre disposition du corps peuvent nouer des alliances ponctuelles avec les féministes. Ces alliances se réalisent sur la défense du fait que le corps

humain est inaliénable et que le sexe ne peut être l'objet d'un marché.

— Toute politique doit poser au préalable comme principe que la vente et l'achat de l'accès au corps, au sexe humain doit être considéré comme un crime.

En France M.-V. Louis est la principale inspiratrice de l'abolitionnisme bien que ses prises de positions soient en fait plus proches du prohibitionnisme, elles ne semblent guère entraîner de regard critique chez les féministes, sauf de la part de Cabiria dont mes propos sont largement inspirés,¹ des collectifs « Femmes publiques »² et « Féministes.net »³.

Analyse critique du victimisme abolitionniste

Dans les années 80, cette analyse victimiste a été mise en doute à la fois par les auteures féministes Paola Tabet et Gail Pheterson ainsi qu'à l'occasion de la création d'organisations de défense des prostituées : en 1985, l'International Committee for Prostituted Rights et, en 1991, le Network of Sex Work Projects.

Pour Tabet et Pheterson, même si la prostitution est bien l'une des formes de l'oppression des femmes, elle implique une solidarité avec les prostituées.

Paola Tabet établit une continuité d'échange sexuel contre rétribution, de la femme mariée à la prostituée et démontre à quel point la construction de la figure de la prostituée est idéologique. Elle considère même que la sexualité contre compensation ou transaction peut s'interpréter comme une tentative d'affirmation du sujet « femme ».

Le principe selon lequel la prostitution serait un crime contre les femmes qui les réduirait à l'état de victimes esclaves est un frein à leur prise de parole et à leur action autonome. Car ce qui importe c'est qu'elles puissent aller vers un contrôle de leur vie et de leur travail avec un minimum d'autonomie politique. Or le statut de victime que leur assignent les abolitionnistes, les prive de cette autonomie. L'abolitionnisme établit une ligne de démarcation tranchée entre les femmes prostituées qui vendent des services sexuels à plusieurs hommes, et les autres femmes qui mettent à disposition leur corps à un seul homme (y compris dans une succession de relations monogames).

Pour Gail Pheterson, le concept de prostituée est un instrument de contrôle social des femmes. Celles-ci doivent se protéger, ou être protégées des risques de corruption de leur innocence, qui serait fatale uniquement pour elles et pas pour les hommes. Le stigmate de « pute » a une fonction politique : faire la différence entre les femmes « honorables » et les autres, ce stigmate contrôle donc implicitement toutes les femmes.

Selon Gail Pheterson la prostitution offre plus de liberté aux femmes que n'importe quel travail disponible sur le marché.

Elle remarque que « de même que le stigmate de pute et les lois anti-prostituées sont essentiellement des instruments sexistes de

contrôle social, elles sont souvent appliquées de façon raciste et xénophobe, pour satisfaire des stratégies parallèles de répression, telles que le contrôle des migrants. Le stigmate de pute est un outil de répression de l'état dans les démocraties modernes ».

Pour elle, le préalable à toute action est de démystifier la division entre femmes de bonne et de mauvaise vie car les femmes qui clament leur autodétermination en tant que prostituées, perdent leur statut de victimes et en même temps la compassion humanitaire dont elles étaient l'objet. Comme elles sont considérées comme le prototype des victimes du patriarcat, elles sont encouragées à quitter leur travail, alors qu'à l'inverse les travailleurs sont encouragés à s'organiser et à demander de meilleures conditions de travail. Les prostituées sont sommées d'abandonner la lutte, plutôt que de résister et demander des droits.

C'est sous l'impulsion de Gail Pheterson qu'une nouvelle organisation internationale de soutien aux prostituées va se créer.

De l'International Committee for Prostituted Rights au Network of Sex Work Projects.⁵

L'ICPR est composé de prostituées et de féministes. À l'origine Gail Pheterson et Margot St. James portent le projet dans sa dimension internationale. Dans une volonté affirmée de défense des droits des prostituées, les membres par conscience de l'organisation se définissent comme intellectuelles lesbiennes féministes, leur stigmatisation en tant que les lesbiennes les a amenées à se solidariser avec d'autres femmes victimes d'un stigmate.

Mais, grâce à leurs connaissances et capacités d'organisation, elles finissent par rendre les prostituées dépendantes des ressources qu'elles mettent à leur disposition. Afin de conquérir leur propre indépendance dans la définition de leurs objectifs, un réseau de travailleuses du sexe et d'organismes leur fournissant des services de soutien en matière de santé et de droits se crée, c'est le Network of Sex Work Projects (NSWP) présent dans une quarantaine de pays. Il opère un virage radical dans la conception de la prostitution en mettant le travail au centre de sa stratégie, la notion de travail du sexe remplace celle de prostitution et en élargit la définition à d'autres secteurs : spectacle, cinéma, massage, etc.

Cette mise au centre de la question du travail présente pour nous anarchistes le double avantage de ne plus situer le problème sur un plan moral mais sur celui de la lutte contre l'exploitation du travail, rejoignant ainsi le combat contre toutes les formes d'exploitation du salariat et contre le salariat lui-même mais sans faire de la prostitution un cas à part.

Le NSWP réclame l'application systématique de normes en matière de droits de la personne et de droits du travail (normes internationales élaborées par l'Organisation internationale du tra-

vail), plutôt que l'adoption de mesures contre le « trafic » des femmes afin d'assurer aux travailleuses du sexe leurs droits et leur dignité. Les travailleuses du sexe doivent pouvoir voyager librement et obtenir des visas, peu importe leur pays d'origine et leur origine ethnique. Quand elles ont été l'objet d'abus ou de violence dans leur recrutement ou leur travail elles doivent se voir offrir soutien et services appropriés.

Le NSWP considère que la distinction entre prostitution volontaire et forcée est néfaste aux travailleuses du sexe.⁶

En effet, cette distinction aboutit à passer

sous silence les violations des droits de la personne dans la prostitution volontaire et fait

naître une analyse raciste de l'industrie

du sexe dans les pays en voie de développement : la

prostituée volontaire devient la travailleuse du sexe

occidentale, autonome, capable de décisions et

la « victime »

naïve, passive, devient la travailleuse du sexe des pays du Sud, en proie aux trafiquants et assimilée à un enfant.

En deçà de cette vision internationale, qu'en est-il de la situation de la prostitution en France dans une perspective de lutte pour les droits des travailleuses du sexe ?

Perspectives en France pour l'autonomie des travailleuses du sexe ?

Au-delà des analyses de Tabet et Pheterson et de celles des organisations internationales, il importe de tirer des enseignements sur la situation de la prostitution en France. Comment se caractérise-t-elle ?

— Condamnation des prostituées pour délit de racolage passif.

— Pas de possibilité pour les prostituées de se constituer en association.

— Pas de sécurité dans la rue.

— Accès à la sécurité sociale, aux soins et au logement limité ou empêché.

— Pas de régularisation pour les étrangères et refus du droit d'asile.

Cette marginalisation et cette insécurité renvoient les prostituées à la protection des proxénètes, un système prétendument pensé pour lutter contre l'oppression des femmes,



les réassignent vers cette oppression. Il importe que les anarchistes se livrent à une critique radicale du discours abolitionniste qui est une entrave à l'auto-organisation des travailleuses du sexe.

Le principal argument des abolitionnistes est celui du caractère inaliénable du corps humain. La prostitution est considérée comme un système où le corps de la femme est assimilé à une marchandise et donc ravalé au rang d'objet. Le corps féminin devient un instrument à l'usage des hommes, cet échange ébranle fortement l'identité de la femme et détruit le sens de sa valeur.

Ces postulats considèrent tout d'abord comme une évidence que gagner de l'argent d'un « service sexuel » avilit la personne qui le fait. Or, à moins de porter un jugement moral sur la valeur de certaines parties du corps, pourquoi serait-il plus avilissant de louer son cerveau et son intelligence dans le cadre du salariat que de louer son sexe dans le cadre de la prostitution ?

Pour nous, anarchistes, qui luttons contre le puritanisme et l'ordre moral, c'est le salariat

dans son ensemble qu'il faut condamner et pas la location de telle partie du corps plutôt que de telle autre.

D'autre part, les abolitionnistes entretiennent la confusion entre vente du corps et vente d'un service sexuel rendu par le corps. Or le travail sexuel n'est pas comparable au don d'organe. Dans la vente ou le don d'organes, l'acte est irrémédiable, alors qu'une fois le service sexuel rendu, la prostituée conserve toutes ses capacités corporelles.

Quant aux assertions psychologisantes sur le vécu des personnes prostituées, elles émanent des services sociaux d'aide à la réinsertion. Quand on sait que pour obtenir une aide, il faut souvent adopter un discours sur soi inspirant la pitié, on peut douter de la validité de ces représentations sexistes et misérabilistes accumulées autour de la figure de la prostituée.

Les abolitionnistes font silence sur le fait que dans les grandes villes, 30 à 50 % des personnes prostituées sont des hommes. Qu'en est-il dès lors pour eux du statut d'opprimés ? Le discours abolitionniste revendique d'un

côté le droit à la libre disposition de son corps avec l'IVG et la contraception mais cette revendication s'arrête là où se profilent un rapport marchand et une conception multipartenaire de la sexualité. Il n'est pas supportable que certaines femmes retournent les standards oppressifs pour en tirer directement des ressources. Les prostituées sont tolérées comme victimes. Mais si elles se revendiquent comme sujet de leur vie et comme travailleuses voulant obtenir des droits, elles reçoivent en retour le jugement moral.

Le droit des prostituées à s'exprimer librement, pose fondamentalement la question : « Comment une femme peut-elle en général revendiquer son autonomie ? »

C'est à cette question que les anarchistes répondent par le droit des travailleurs et des travailleuses du sexe à l'auto-organisation, comme le proclamait et le proclame toujours l'AIT.

Par leurs luttes les prostituées remettent en cause le stigmatisme « pute » qui divise les femmes en deux catégories, les femmes honnêtes et les autres, moyen de contrôle du désir sexuel féminin pour qu'il reste soumis à l'ordre patriarcal et ne s'exprime pas librement. Ce faisant les prostituées remettent en cause l'ordre moral contre lequel se battent les anarchistes. E. D.



Unlike drugs, a woman's body can be sold over and over

Owners of Israeli brothels, like this one in Tel Aviv, can buy young women from Moldova or Ukraine for around \$4,000 each. With ten prostitutes to service customers, even a small operation can make a million dollars a year. Traffickers posing as employment agents find victims in poor Eastern European towns and lure them abroad with promises of good jobs. When the women arrive—in Israel, Germany, Switzerland, Japan, the U.S.—they're delivered to buyers who typically beat, rape, or terrorize them into compliance.

1. Cabiria Rapport d'activité 2000. Féminisme et prostitution : <http://perso.wanadoo.fr/cabiria/>

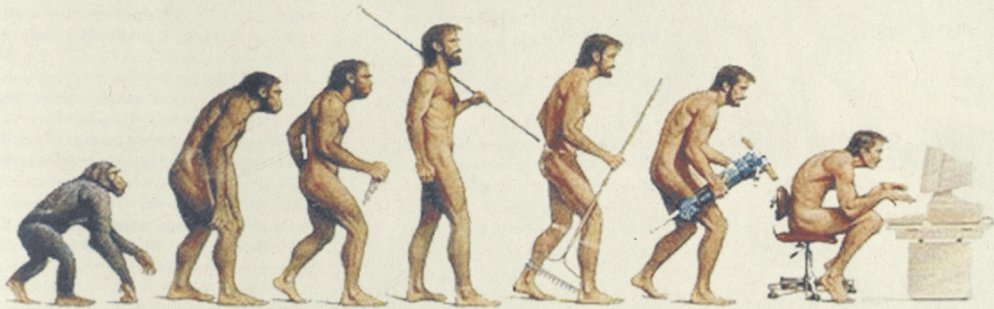
2. Femmes publiques : « Non à la censure de la parole et de la recherche : autour de l'annulation d'une journée d'étude sur la prostitution » : <http://femmes-publiques.org/> Féministes.net : http://www.feministes.net/prostitution_non_abolitionnisme.htm

4. Cela rejoint la conception que les anarchistes expriment depuis longtemps, voir par exemple l'Immoralité du mariage par René Chaughi, édité par la Brochure mensuelle en 1923.

5. Ces informations sont tirées du texte « Points de repères dans la documentation des coalitions féministes internationales anti-traffic » par Louise Toupin : <http://www.cybersolidaires.org/prostitution/docs/trafic.htm> Network of Sex Work Projects : <http://www.nswp.org>

6. C'est la raison qui m'a amené à ne pas distinguer dans ce texte prostitution volontaire et contrainte, non pas que la contrainte et la violence n'existent pas pour obliger des femmes à se prostituer mais parce que cette violence s'inscrit dans le processus d'exploitation et n'a pas à en être distinguée.

Comment vivre sans État ?



Comment vivre sans État, sans patron, sans contremaître, sans chef ? La réponse est simple : en auto-organisation participative et horizontale... Quand vous arriverez à la hauteur de la page 238 du livre de Raul Zibechi : *Argentine, généalogie de la révolte*, aux éditions CNT-RP, vous comprendrez assez facilement comment fonctionne le mécanisme de la « réciprocité équilibrée », et que l'utopie est plus souvent du côté du pouvoir que du côté du peuple.

Hans-Joachim Schwartzkopff

C'EST VERS LE MILIEU de la dernière glaciation de Würm, aux environs des 45 000 ans¹, que l'homme de Neandertal, qui cohabitait avec les premiers Homo sapiens, cède définitivement la place à l'Homo sapiens sapiens qui est, sans aucune biodiversité, la seule espèce humaine survivante à plus de 40 000 000 ans d'évolution connue à ce jour. Ceci pour un simple rappel :

« L'Homo sapiens est de la nature, dans la nature. »

Que son seul don est de « donner la vie ». Et que la nature nous ayant faits tels que nous le sommes encore, il nous faut constater que la survie de notre espèce sapientale dépend uniquement de la qualité de notre sens collectif. Il ne faut pas oublier que l'enfant de l'être humain n'est pas autonome, dans le meilleur des cas, avant l'âge de quatre ou six ans. Ce qui « impose » (et non pas « suppose ») une organisation sociale collective performante. Il ne faut pas oublier qu'en tant qu'être biologique (mammifère), nous sommes des prédateurs sur l'exploitation de notre sphère écologique. Ce qui induit une notion « d'écologie humaine ».

Cette notion « naturaliste » d'écologie humaine reste en grande partie à découvrir et à développer, car les sciences humaines, dans lesquelles est incluse la préhistoire, au sens large du terme, sont très souvent, et malgré elles, victimes de leur « anthropocentrisme ». Ce qui veut dire que si le côté naturaliste, « être de la nature dans la nature », peut éventuellement contenir les germes d'une dérive

populiste ou primitiviste, l'anthropocentrisme, lui, au travers des sciences humaines, par sa référence au « génie exclusif » de l'homme, peut aussi, parfois, ouvrir une porte aux contorsions « créationnistes ».

Il ne faut pas oublier que l'un des moteurs de l'évolution de l'être humain passe aussi par sa faculté de créer des cosmogonies. C'est incontournable (même pour l'athée!), car l'être humain, conscient de sa propre mort, est amené à se poser ces banales questions : « Je viens d'où ? Je vais où ? » et surtout : « Pourquoi suis-je là ? » La démesure de l'énergie que l'espèce humaine dépense dans l'exploration de l'espace, depuis Galilée, fait partie de ces questions récurrentes et pathétiques d'une humanité orpheline de son « père »... Alors, par défaut, l'humanité, qui « cosmogonise » comme une malade, fait aussi des recherches vers l'extrêmement petit et a fini par aboutir à la logique darwinienne qui de nos jours arrive, non sans quelques polémiques, au constat que « l'individu est un artifice inventé par les gènes pour se reproduire ».²

Cette explication des divers pièges que recèlent les sciences humaines, qu'elles soient naturalistes ou anthropocentristes est une nécessité première, car ces sciences sont en développement rapide : l'archéologie préhistorique, la géologie en générale, l'évolutionnisme (Darwin), pour ne parler que de celles-là, sont toutes issues du XIX^e siècle. Ce sont des sciences neuves et pragmatiques par obligation, car ce qui était une certitude,



hier en 1988, ne l'est plus en 1990 sur un même sujet... Les créationnistes ont bien tenté quelques récupérations, comme celles de l'abbé Breuil, par exemple, mais aussi celles, plus politiquement justificatrices sur le bien-fondé de l'occupation territoriale, comme ces fouilles de l'armée allemande pendant la guerre de 14-18 au cours des creusements de tranchées, et où la découverte de tombes celtiques furent attribuées aux « ancêtres germaniques »... D'autres exemples existent où l'on voit des ethno-archéologues commettre quelques imprudences, en comparant les quelques ethnies indonésiennes, ou amazoniennes, avec ce qui « aurait » pu se passer pendant le néolithique, entre - 12 000 à - 6 500 ans.

Sans refaire tout le parcours détaillé de la préhistoire, des origines à nos jours, nous ne retiendrons que la dernière phase de l'évolution humaine qui nous concerne directement, c'est-à-dire le néolithique qui vient d'être évoqué. Donc entre - 12 000 ans jusqu'à - 6 500 ans, la société humaine a vécu sans état, sans chefs, ni aucune autorité verticale... Les

premières sociétés à « chefferie » commencent à être repérées vers plus ou moins - 6 500 ans aux environs du chalcolithique. Pendant ces - 5 500 ans sans pouvoir, la société du néolithique a inventé le pastoralisme: la domestication de l'aurochs, de la chèvre, du mouton, du porc, mais aussi celle de l'âne, du cheval et du chien; l'agriculture: sélection progressive de l'orge et du blé pour rendre ces grains plus rentables, sans oublier l'arboriculture. Ces deux secteurs démontrent les capacités d'observation attentive et d'expérimentation sur les ressources de la nature et de la qualité de mémorisation-transmission de ce qui deviendra une vraie culture d'affranchissement de la chasse et de la cueillette. Sont également découverts la vannerie et le tissage et, vers - 7 900 ans, la poterie.

Pendant cette période dite de la « pierre polie », cette « culture » allait de la Chine à l'Atlantique et de l'Écosse au Mali, Burkina, etc. D'autre part, la taille des silex comportait également de grands « standards », ce qui signifie que ces humains du néolithique « communiquaient » et avaient un vrai sens de la pédagogie. Ce sont des millions de tonnes de silex taillé et autres roches métamorphiques dures qui ont circulé dans l'espace continental de l'Ancien Monde... Certains sous forme de matière brute, d'autres sous formes d'ébauches et d'autres sous formes de produits finis.

À titre d'exemple: entre - 6 700 ans à - 5 750 ans, des haches polies en jadéite et en éclogite, roches de couleur verte de la famille des aluminosilicates de sodium (pyroxènes), d'une dureté et d'une cohésion supérieures au silex, ont été découvertes à plus ou moins 900 exemplaires, réparties sur une surface allant de la Thuringe, avec un unique centre de production situé au nord de l'Italie sur quatre affluements: Mucrone, Chiusella, Viso et Sassello. Ce qui fait un rayon de diffusion de plus ou moins 1 600 km avec quelques obstacles à franchir comme le Rhône, le Rhin, la Manche, la mer d'Irlande, sans parler de quelques montagnes et d'obscurs forêts.³

Ces 900 exemplaires de haches en jadéite, scientifiquement répertoriées, ne sont que la partie découverte, et ne fait pas état de ce qui ne sera jamais découvert, qui peut être sous le béton des citées, ou le bitume des routes, ou encore dans des collections particulières. Mais ce lieu, l'actuelle Europe - et cette période - est aussi révélateur du recul des glaciers et de l'amorce de la désertification du Sahara et d'une partie du Proche-Orient; ce qui a entraîné d'importantes migrations vers les zones humides côtières et fluviales, comme le Nil, le Jourdain, le Tigre, l'Euphrate et autres oasis, ou encore vers la partie sud saharienne.

Cet afflux migratoire a augmenté localement une démographie qui est à l'origine des premières cités, regroupant parfois plusieurs milliers de personnes. Ce qui imposait une nouvelle forme d'organisation et de gestion de



l'espace, mais qui marque aussi le « déclin » de la réciprocité équilibrée du « système horizontal » basé sur la coopération, pour faire place au « système vertical » du pouvoir centralisé, exclusivement basé sur la collaboration.

Cette nouvelle forme de gestion est à l'origine de l'émergence des premiers systèmes de chefferie « non héréditaire », ou collégial, et de l'apparition des premières formes bureaucratiques, par l'apparition d'écritures cadastrales et comptables, mais aussi par le regroupement des diverses expressions cosmogoniques, vers des hégémonies culturelles d'où sont sorties les premières religions « officielles » et les premières codifications sociales.

Pour des raisons de pérennité, ces codifications sont devenues une affaire de « spécialistes », donc d'enseignement (ou de transmission de mémoire), ce qui marque la fin du système des chefferies « non héréditaires », pour celui des chefferies « héréditaires » (dépositaires « pontifes » de fait). Et qui dit chefferie dit territoire défini, et qui dit territoire dit guerres... Mais aussi concurrence entre des religions plus totémiques les unes que les autres... Ce qui a conduit aux premières tentatives du monothéisme, par le culte d'Atou ou du Soleil, entre - 3372 à - 3354 sous Aménophis IV.

Et, là, il faut remarquer, au passage, une inversion quasi misogyne, par la masculinisation définitive de la déesse Soleil : Shams (sous les anciens Sémites du sud, sous influence africaine) et Shapash (sous les Sémites du nord, sous influence asiatique). Déesse soleil, qui était également le synonyme de la « fécondité » en lien avec la « Terre mère », vénérée depuis le paléolithique. Car la survie du groupe, qui à l'époque était de générations à rotation rapide, avec plus ou moins 35 à 45 ans d'espérance de vie, dépendait entièrement de la fécondité de la femme. Indice sans détour de l'existence d'une réciprocité équilibrée entre les sexes, d'une parité sans détours, ou d'un donnant donnant parfait.⁴

Là, il faut bien ouvrir la Bible et chercher dans la Genèse ce qui fait encore le pain quotidien du créationnisme ambiant... Il est parfaitement étonnant qu'aucun psychiatre n'ait analysé les délires schizophrènes d'un certain Abraham, le fameux « père des religions révélées » (ou pensée unique). Voilà un individu, sans doute génial sous certains aspects : « un seul Dieu, un seul interlocuteur, pas de témoins », et qui nous invente la notion de « peuple élu »... Ce qui est la forme « révélée » du racisme et de la xénophobie. Et, pour faire passer la potion, il invente le tatouage ethnique et mutilant de la circoncision... Mais là où le délire schizophrène atteint sa pleine mesure, c'est quand il se décide, sur ordre de Dieu, d'égorger son fils Isaac... Bon, il ne l'a pas égorgé, car toujours sur ordre de Dieu, il a reçu l'autorisation de le remplacer par un mouton...

Toutes ces gesticulations schizophrènes et



quelques Thomas de Torquemada plus loin, une partie de l'humanité s'entr'égorge toujours au nom du même et unique Dieu que, à part Abraham, personne n'a jamais vu... Avec, par-ci par-là, quelques hystérisations bien tempérées, comme la lente agonie « sacrificielle » du petit Polonais. Sorte de masochisme à l'état pur, aveux du doute affreux sur la certitude de l'existence du fameux Dieu, de sa petite Marie et du fiston qui s'est fait épingleur pour sa grande gueule. C'est un peu ce que Edgar Morin indiquait dans l'un des trois tomes de la *Méthode* comme relevant de « la démence sapientale ». Sans oublier les « autres ». Ceux qui ont pieusement et longuement défilé autour du mausolée de Lénine. Pape d'une autre religion... Amalgame? Oser comparer le créationnisme au marxisme? Oui, car les deux systèmes fonctionnent sur la même aliénation : « On ne vous demande pas de comprendre, mais de croire » qui, par extension, devient un : « Ne pas croire, c'est désobéir. »

Et, enfin, là, dans un pays à bout de souffrance, l'Argentine, pour revenir à elle, est en train de faire renaître une société mosaïque horizontale en voie de recherche de la fameuse réciprocité équilibrée des premiers néolithiques! Régression? Retour aux sources? Néo-primitivisme? Survivance d'un autre âge? Non, trois fois non! C'est de logique et de raison qu'il s'agit. Démonstration que le sens collectif n'a rien à voir avec le collectivisme et que coopérer n'a rien à voir avec collaborer.

Et aussi que le progrès social, scientifique ou technologique, ne passe pas obligatoirement par l'instrumentalisation du peuple par un pouvoir. Même parfaitement démocratique en apparence... La démocratie est parfois le masque d'un pouvoir composé de jolies et tégéniques petites castes dominantes et profituses. Celle des ingénieurs en chef dont parlait Bakounine quand Marx fit sa promotion

de la « dictature du prolétariat » : « Tu es en train de nous remplacer les bourgeois par des ingénieurs en chef. »

La majorité des découvertes techniques ou scientifiques ne sont pas dues aux pouvoirs, même si ces derniers sont parfois les « initiateurs » par des financements d'équipes de recherche, mais à des individualités : ce document est réalisé grâce à André Truong décédé début avril 2005 et père du premier micro-ordinateur au monde. Le retour à une société mosaïque horizontale ne signifie pas la fin du progrès, mais d'un progrès différent. Avoir une idée, c'est une chose, la voir récupérée par les autres membres du groupe et diffusée horizontalement, donc impossible à breveter, est parfaitement jubilatoire.

Il nous faut donc, en priorité, être à l'écoute de ce laboratoire argentin, et détecter dans notre environnement ce qui est un frein à l'application de l'autogestion. Même si les questions et les réponses sont parfois gênantes. Mais c'est à nous d'en faire la pédagogie. Pas nécessairement radicale, pour ne pas oublier qu'une lutte sans stratégie est un combat perdu. La société horizontale commence au pas de notre porte. La France peut très bien faire la nôtre... Et alors, il faudra bien faire avec votre voisin de palier, même s'il ne se brosse pas les dents et qu'il continue à puer l'ail comme un flic mussolinien. **H. J. S.**

1. Toutes les dates citées sont en BP: before présent (années décomptées depuis 1950).

2. Pierre Henri Gouyon, « Aux sources de l'antidarwinisme », la Recherche, 1996, n° 292, p. 62.

3. Anne-Marie Pétrequin, Pierre Pétrequin et Serge Cassen, « Les longues lames polies des élites », la Recherche, 1998, n° 312, p. 70.

4. Robert Axelrod, *Donnant Donnant (Théorie du comportement coopératif)*, éditions Odile Jacob, 1992.

5. Edgar Morin, *la Méthode, Le Seuil*, coll. Point, 1981, 1985 et 1986.

Soutien aux anarchistes vénézuéliens

AVEC LA SOUSCRIPTION, le soutien aux anarchistes du Venezuela, les relations internationales de la Fédération anarchiste avaient lancé un appel à solidarité au mois de décembre 2004, dans les colonnes du *Monde libertaire*. Il s'agissait de répondre à une demande formulée par nos camarades vénézuéliens du Comité de relations anarchistes (CRA) et du Centre d'études sociales et libertaires (CESL) afin de financer la dernière tranche de travaux d'un local à Caracas. Ce lieu, qui a ouvert dans la capitale du Venezuela, propose au grand public une bibliothèque avec livres et revues, des animations (conférences...), des activités sociales (spectacles pour enfants...). Il est aussi un lieu de travail où la rédaction du mensuel vénézuélien *El libertario* se réunit régulièrement pour travailler. Ce local va dans le sens d'une ouverture au grand public, et sert au renforcement du mouvement anarchiste. Cette démarche, à la fois signe de vitalité et d'implantation sociale et populaire, a été appréciée de nos lecteurs et

de notre secrétariat des Relations internationales. Ainsi, c'est la somme de 270 euros qui a été transmise à nos camarades sud américains.

Un des animateurs du CRA et du CESL nous a ainsi affirmé: « Soyez assurés que cet apport sera destiné entièrement aux diverses nécessités qu'implique le fonctionnement du CESL. » Nous pouvons affirmer que cet apport des lecteurs du *Monde libertaire* et de notre Fédération anarchiste a été remis à des camarades sérieux et qui ont des conceptions du développement anarchiste qui sont assez proches des nôtres. D'ailleurs, le CESL a ouvert un deuxième local, le 2 mai, dans un quartier populaire de la petite ville de Biscucuy, au centre ouest du pays. Autonomes l'un de l'autre mais associés dans le CESL, ils seront des points d'ancrage et de développement du mouvement anarchiste local.

Relations internationales
de la Fédération anarchiste.

Faits d'hiver

Poètes, vos papiers !

Prison d... 8 heures du mat.

Un drôle d'endroit. Comme une grosse verrue plantée en plein champ. Hauts murs. Miradors. Barbelés. Filins anti-hélicoptères... Paniquant!

Un parking semi désert. Hanté de silhouettes furtives, principalement féminines et bronzées. Des regards de noyés tatoués à la misère sociale.

Tous et toutes, nous sommes là pour rendre visite à des emprisonné(e)s. Pour nous c'est la première fois!

La justice antiterroriste, après nous avoir embastillé quelques jours pour avoir, il y a cinq ans, scolarisé (à l'école libertaire Bonaventure) et hébergé (chez nous) un enfant de militants d'ETA, nous a accordé (merci) un permis de visite aux parents pour discuter avec eux de l'avenir éducatif du petit bout.

Du haut de ses maintenant huit ans, il a les tripes nouées. Comme nous! Accueil. Appels. Contrôle. Recontrôle. Des grilles qui s'ouvrent et se referment. Dernière étape avant de... Et là...!

- Vous avez les papiers du petit ?

Et bé, oui! Cékomça!

Un môme de clandestins, né, bien évidemment, clandestinement, et ayant (le contraire eût été étonnant) toujours vécu dans la clandestinité, doit, pour avoir le droit (accordé par la justice) de rencontrer ses parents emprisonnés, avoir des papiers qu'il n'a, bien sûr, jamais eus.

On vous rassure, ça s'est arrangé.

C'était ça, ou Thyde, alias Dada, leur envoyait les avions de l'ONU et déclenchait une troisième guerre mondiale.

Soyons positifs, l'administration pénitentiaire devra désormais se coltiner deux militants supplémentaires de la défense des droits de l'enfant et de ceux des prisonniers.

Poètes, vos papiers!

Mais quand comprendrez-vous que nous ne nous mettrons à genoux que pour cueillir une fleur?

Jean-Marc Raynaud

Radio libertaire

Mercredi 1er juin

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures Big Joe Williams.

Vendredi 3 juin

KOUMBI à 11 h C'est l'association Basiliade, une association de soutien aux personnes affectées par le VIH Sida, on parlera des différentes activités de Basiliade, qui accompagne donc les personnes en situation de précarité humaine et matérielle.

La Grenouille noire de 21 heures à 22h30, sera consacrée à la marche pour la décroissance et les actions anti-pub de juillet voir www.decroissance.org/marche/

Dimanche 5 juin

Chants / Contrechamps de 15h30 à 17 heures, trois invités sur le thème du portrait : Léone Jaffin, pour son livre *Le pot-au-feu de Mary Meerson*. Jacques Richard, pour son film *Le fantôme d'Henri Langlois*. Fleur Gire, pour son album *Chansons portraits*.

Lundi 6 juin

Les mangeux d terre : de 9h30 à 11 heures, émission éco-libertaire sur l'énergie solaire photovoltaïque. Entrevue de Pierre chercheur, à EDF et de Sylvain, utilisateur de panneaux solaires.

Mardi 7 juin

Pas de Quartiers, de 18 heures à 19h30: A propos des luttes pour les transports gratuits et autogérés par les salariés et les usagers, recevra des militants de la CNT-Bâtiment et du RATP

Samedi 4 juin

Philosophie de l'ouvrier charpentier: de 10 h à 11 h30, recevra Francis Dupuis-Deri, auteur de *Black blocks*.

Mercredi 8 juin

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures Robert Johnson et ses influences. Tampa Red.

mercredi 15 juin

de 18h30 à 20h30, BD avec Chantal Montellier pour les *Damnés de Nanterre* Jeanne Puchol pour *Haro sur la bouchère*

89.4 MHz
en région parisienne

Vendredi 3 juin

Villard-de-Lans (38)

Soirée organisée par l'association de contre-culture Contre-Attaques : concert avec Un tondu, un chevelu (chanson lucide, Chambéry), puis une pièce de théâtre par la Compagnie Bath'Art de Lyon, d'après la pièce de Ève Ensler, *Les monologues du vagin*. Tables de presse. Dès 20 heures à la Maison pour Tous. 5 euros. Réservations conseillées au 0608730560.

Lyon 1^{er}

Repas international populaire à 21 heures au café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc.

Samedi 4 juin

Grenoble

Soirée organisée par l'association de contre-culture Contre-Attaques : concert et pièce de théâtre. Dès 20 heures à la Bobine, 3 bis, rue Clément. Voir ci-dessus.

Marseille 1^{er}

Conférence débat avec Georges Minangoy sur la France Afrique à 14 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire, avec Francis Dupuis-Deri, auteur de *Black blocs*, à 16h30, 145, rue Amelot, M^oOberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Lundi 6 juin

Grenoble

Le groupe Jules-Vallès de la FA organise une soirée

dédiée à George Orwell. Dès 21 h 15 projection du dessin animé *La ferme des animaux* (version de 1954), puis du documentaire Georges Orwell, un visionnaire engagé. Une table de presse sera présente lors de cette soirée. Entrée libre. A la MJC Mutualité, 35, rue Joseph Chanrion.

Mardi 7 juin

Nîmes

Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire organise la signature du livre *Le complexe nucléaire, des liens entre l'atome civil et l'atome militaire* avec Bruno Barrillot à 17 heures à Artisans du monde à 20h30, une conférence sera donnée par l'auteur du livre au Centre P.Neruda. La FA, membre du Collectif, sera présente.

Jeudi 16 juin

Merlieux(02)

Une rencontre-dédicace avec Serge Utgé-Royo et Thierry Maricourt de 18 à 21 heures à la Bibliothèque sociale, au 8, rue Defouquerolles.

Samedi 18 juin

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire, avec Éric Hazan, auteur de *Faire mouvement*, à 16h30, 145, rue Amelot, M^oOberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Paris 18^e

Projection du film *Vénus*

Boyz, un documentaire suisse de Gabriel le Baur sur les drags kings. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le genre sans avoir jamais osé le demander ! Suivi d'un débat autour du genre et des luttes anarcha-féministes animé par la Commission femmes de la FA. À La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Abbesses ou Blanche.

Dimanche 26 juin

Paris 9^e

Le 14^e anniversaire de Mats et Musiques avec Alain Aurenche, Frédérique, Gilbert Lafaille, Marie-Josée Vilar et bien d'autres au Théâtre Trévisse, 14, rue Trévisse, M^o Grands-Boulevards ou Cadet. Dès 15h30. 16 ou 12 euros. Réservation : 0143847004.

Samedi 2 juillet

Paris 18^e

À 15 h30. Fabriquez votre propre religion. Recette dévoilée par Jean-Manuel Traimond à partir de l'ouvrage de Pascal Boyer, *Et l'homme créa les dieux. Comment expliquer la religion* (Folio, 2003) Présentation du livre et débat. Bibliothèque La Rue 10, rue Robert-Planquette M^o Blanche ou Abbesses.



agenda



Etre gouverné,
c'est être gardé à vue,
inspecté, espionné,
dirigé,
légiféré, réglementé,
parqué,
endoctriné, prêché,
contrôlé,
estimé,
apprécié, censuré,
commandé par des
êtres qui n'ont ni titre,
ni la science, ni la
vertu...

Etre gouverné,
c'est être,
à chaque opération,
à chaque transaction,
à chaque mouvement,
noté, enregistré,
recensé, tarifé,
timbré,
toisé, coté, cotisé,
patenté, licencié,
autorisé, apostillé,
admonestré,
empêché, réformé,
redressé, corrigé.
C'est, sous prétexte
d'utilité publique,
et au nom de l'intérêt
général, être mis
à contribution,
exercé, rançonné,
exploité, monopolisé,
concussionné, pressuré,
mystifié, volé ; puis,
au premier mot de
plainte,
réprimé, amendé,
villipendé, vexé,
traqué, houspillé,
assomé, désarmé,
garotté, emprisonné,
fusillé, mitraillé, jugé,
condamné, déporté,
sacrifié, vendu,
trahi, et pour comble,
joué, berné, outragé,
deshonoré.

Voilà le gouvernement,
voilà sa justice,
voilà sa morale !

Et qu'il y a parmi nous
des démocrates
qui prétendent que
le gouvernement
a du bon ;
des socialistes
qui soutiennent,
au nom de la liberté,
de l'égalité
et de la fraternité,
cette ignominie ;
des prolétaires
qui posent
leur candidature
à la présidence
de la République.

Pierre-Joseph Proudhon